

# Peillon envisagerait une prime pour les professeurs des écoles

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 01.02.2013 à 08h42 • Mis à jour le 01.02.2013 à 10h13



Au lendemain d'une journée de grève des fonctionnaires, le quotidien économique [Les Echos](#) croit savoir que "le ministre de l'éducation serait prêt" à faire un geste salarial malgré la rigueur. Dans l'éducation nationale, 11,24 % des enseignants ont fait grève, jeudi, dont 16,32 % dans le premier degré et 6,90 % dans le second degré, selon le ministère.

D'après le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) environ 25 % des personnels du second degré étaient en grève. Les organisations syndicales demandent une revalorisation du point d'indice qui sert de référence pour le calcul des salaires dans la fonction publique et qui est gelé depuis 2010.

Selon *Les Echos*, le ministre de l'éducation serait "prêt à faire un geste financier en direction des enseignants du premier degré (...). La décision serait annoncée vers la mi-février, après le congrès de la principale organisation syndicale de l'éducation, la FSU".

## UNE PRIME ANNUELLE DE 400 EUROS

Le quotidien affirme que le ministère négocierait une prime annuelle de 400 euros "versée aux 300 000 enseignants du primaire, sur le modèle de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) que perçoivent aujourd'hui ceux du secondaire".

Le syndicat d'enseignants SE-UNSA a réclamé, mardi, de Vincent Peillon qu'il ouvre "sans tarder" les "indispensables discussions" sur une revalorisation salariale, au cours desquelles il revendiquera une "indemnité de 100 euros mensuels" nets, dans un communiqué publié mardi.

Le salaire des enseignants, et en particulier celui des instituteurs, recule depuis 1995 et cette baisse s'aggrave depuis 2010 à cause du gel du point d'indice des fonctionnaires. Un professeur des écoles, recruté à bac + 5, démarre à 1 700 euros nets par mois. Après 15 ans d'ancienneté, les professeurs des écoles "sont payés 600 euros nets de moins que les enseignants du secondaire", selon Sébastien Sihr, du Snuipp-FSU, principal syndicat du

primaire. Le retour de la semaine de 4,5 jours dans le primaire entraîne une *"perte du pouvoir d'achat"* due aux frais supplémentaires de transports et de garde d'enfants le mercredi matin, déplorent les syndicats qui réclament une *"compensation"* financière. Il y a près de 370 000 professeurs des écoles (publiques et privées sous contrat d'association avec l'Etat).